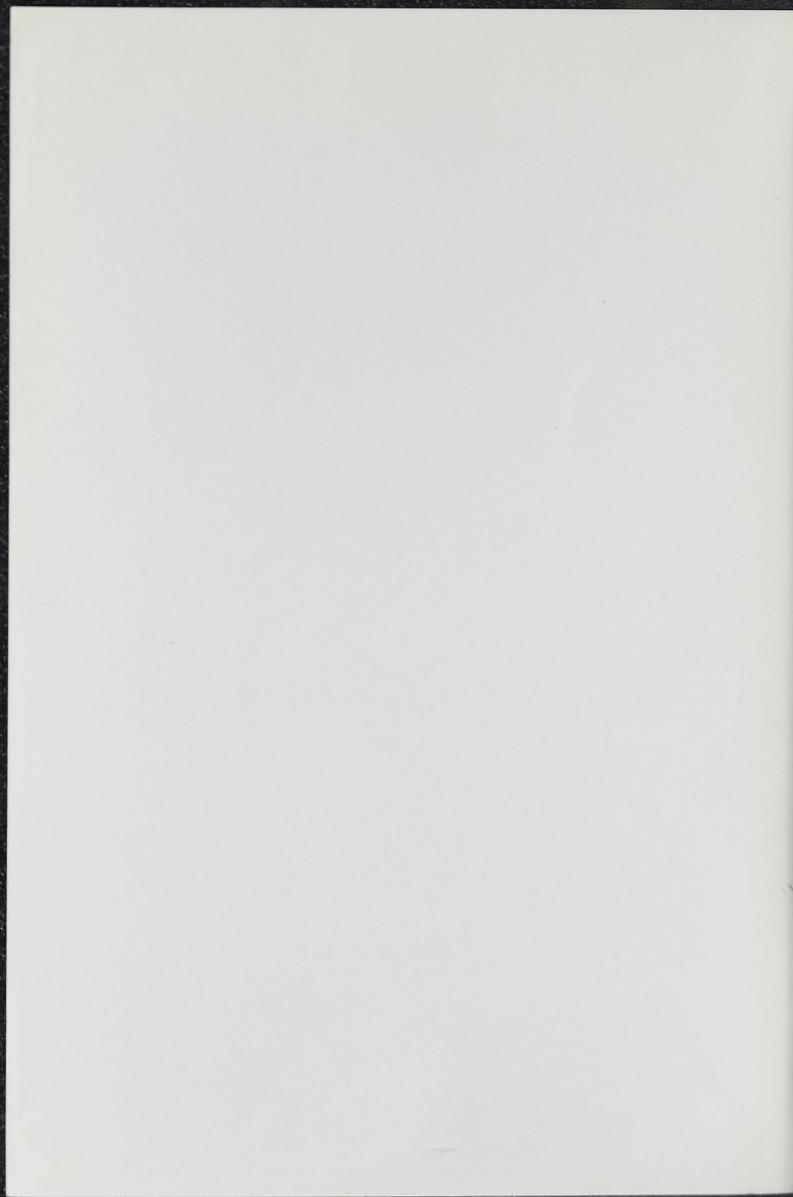


R. DEMOULIN (Belgique)

DE LA PRESSE RADICALE
AUX PREMIERS ORGANES OUVRIERS
(1830 - 1849)

in La Presse Ouvrière 1819-1850
Angleterre - Etats-Unis - France -
Belgique - Italie - Allemagne -
Tchécoslovaquie - Hongrie

Bibliothèque de la Révolution de 1848
tome XXIII, 1966, pp.191-214



BELGIQUE

De l'auteur.
1849

Robert DEMOULIN

Professeur à l'Université de Liège

DE LA PRESSE RADICALE
AUX PREMIERS ORGANES OUVRIERS
1830 - 1849

La Révolution belge de 1830 a été accompagnée d'une grande secousse sociale. La participation ouvrière aux combats, à Bruxelles et en province, fut importante (1). Mais les hommes aux idées avancées ne réussirent pas à faire triompher leurs principes, nombre d'entre eux se découragèrent. La monarchie fut préférée à la république par une majorité importante. La commission formée par le gouvernement provisoire, le 6 octobre 1830, pour rédiger le projet de Constitution se prononça dès sa première séance, le 12 octobre au soir, par huit voix contre une, en faveur de la monarchie, seul F. Tielemans vota pour la République (2). Louis de Potter qui rêvait d'une République des Provinces belges remit sa démission de membre du gouvernement provisoire le lendemain de la réunion du Congrès national, le 11 novembre 1830. Le Congrès national, le 22 novembre 1830, choisit la monarchie à une imposante majorité de 174 voix contre 13. Sur ce choix capital se divisèrent les partisans de réformes politiques profondes et leurs adversaires,

(1) R. DEMOULIN : *La Révolution belge de 1830*, p. 149.

(2) W. VAN DEN STEENE : *De Belgische Grondwetscommissie* (octobre-novembre 1830), p. 100. A la question « Le gouvernement sera-t-il monarchique ? », Nothomb, Zoude, Balliu, Devaux, Van Meenen, de Gerlache, de Brouckère, Lebeau ont répondu oui, Tielemans, non. Il convient de noter que J. B. Nothomb s'était d'abord abstenu.

pour qui la monarchie constitutionnelle était l'idéal. Aux réformes politiques, le suffrage universel notamment, les premiers liaient les réformes sociales. Le 27 février 1831, de Potter n'écrivait-il pas à son ami Levae : « Vous savez que je veux avant tout le bonheur des classes inférieures, c'est-à-dire des classes qui font les révolutions et qui les font bien; mais au profit desquelles, hélas, elles ne tournent jamais... » (3).

La question sociale préoccupait l'opinion, plus qu'on ne l'a souvent écrit. Citons simplement ici un extrait d'un article du journal catholique conservateur *Le Courrier de la Meuse*, du 30 décembre 1830, relatif au procès des ministres de Charles X et aux émeutes qu'il provoqua : « Il y a dans la capitale de la France comme partout ailleurs, deux espèces de populations, une qui a quelque chose, et une qui n'a rien; une qui a une propriété quelconque à conserver et une qui n'a rien à perdre. Ces deux populations sont en guerre aujourd'hui par la seule force des choses... La masse de ceux qui n'ont rien est poussée naturellement contre la masse entière de ceux qui possèdent quelque chose; la masse des prolétaires en veut à la masse des propriétaires et des industriels, c'est-à-dire à la masse de la bourgeoisie. »

Les influences étrangères sont indéniables en matière doctrinale. Buonarroti avait séjourné en Belgique de 1824 à 1830 et il y avait noué de solides amitiés. L'activité souterraine de Buonarroti est malaisée à découvrir. Les « Egalitaires en Belgique » ont trouvé leur historien. Grâce à J. Kuypers, le voile a été récemment levé sur l'activité de certaines sociétés secrètes au début de l'Indépendance, notamment de 1834 à 1836 (4).

Quant à la propagande saint-simonienne, en 1831, elle avait fait des adeptes. Un hebdomadaire de quatre pages *L'Organisateur belge* fut édité à Bruxelles du 29 mai 1831 au 27 novembre 1831 et c'était plus qu'un succès d'estime ou de curiosité qui amena en mars 1831 dans la Salle académique de l'Université de Liège des auditeurs de milieux sociaux divers venus écouter les missionnaires de la doctrine saint-simonienne. Mais le succès fut éphémère et la foi des néophytes, car il s'agissait d'une religion, ne fut pas très solide. En 1834, de nouvelles missions ne réussirent pas mieux (5).

Après l'échec de la prédication saint-simonienne, en 1831 et en 1834, après l'abandon des théories égalitaires, à la mort de Buonarroti à Paris le 16 septembre 1837, des intellectuels radicaux se

(3) J. KUYPERS : *Buonarroti et ses sociétés secrètes en Belgique (1824-1836)*, p. 9.

(4) J. K. KUYPERS : *Les égalitaires en Belgique. Buonarroti et ses sociétés secrètes, 1824-1836*. Bruxelles, 1960.

(5) P. DEBOUXHTAY : *Le Saint-simonisme à Liège et à Verviers en 1831*, in *La Vie wallonne*, 1930-1931, t. XI, pp. 404-413.

tournerent vers le fouriérisme. Mais d'autres réagirent contre ces tendances, ainsi Adolphe Bartels, protestant converti au catholicisme, démocrate et républicain, subit l'influence de Saint-Simon, mais il s'efforça de donner à cette doctrine une forme personnelle dans son « Essai sur l'organisation du travail » (1842) et se dressa vigoureusement contre les « Egalitaires ».

Victor Considérant, au cours de plusieurs séjours en Belgique, qui s'échelonnèrent de 1838 à 1848 vint exposer les théories fouriéristes (6). Il avait noué des relations dans le monde politique, universitaire et militaire. En février 1848, il adressa deux lettres étonnantes à Charles Rogier, ministre de l'Intérieur à l'époque. (Rogier avait rencontré Considérant à Paris en 1829). Dans l'enthousiasme déchaîné par la nouvelle de la proclamation de la République à Paris, le propagandiste du système phalanstérien pressa instamment Charles Rogier « d'aller trouver Léopold, exposez-lui la situation et engagez-le à envoyer aux Chambres un message où il dira que si la Belgique veut prendre la forme nouvelle, il n'entend pas y mettre obstacle »... (7). « S'il le fait demain, il sera l'idole de son peuple, le héros de l'Europe, le roi modèle et la Belgique le nommera par acclamation président de sa République, très probablement » (8).

Enfin, des Allemands chassés de leur pays pour leurs opinions, exercèrent une réelle influence sur l'évolution doctrinale dans les milieux avancés. Le 1^{er} février 1845, Karl Marx était arrivé à Bruxelles, Fr. Engels l'y rejoignit en avril 1845, quelques jours après la publication de son ouvrage *Die Lage der Arbeitenden Klasse in England*. Les Allemands étaient nombreux à Bruxelles. Dans le milieu des intellectuels et des ouvriers allemands gagnés aux théories avancées, Marx et Engels prirent de l'ascendant. Marx entra en relations avec le directeur-fondateur du *Deutsche Brüsseler Zeitung*, journal bi-hebdomadaire créé le 1^{er} janvier 1847, Adalbert von Bornstedt avec qui il conclut un accord qui lui ouvrit les colonnes de ce journal. Marx et Engels nouèrent aussi des relations avec le petit groupe des démocrates belges. Parmi ceux-ci l'avocat Victor Tedesco et le fonctionnaire Philippe Gigot subirent surtout l'influence de Marx, en lutte avec Weitling, bientôt avec

(6) E. DISCAILLES : *Le socialiste français Victor Considérant en Belgique*, in *Bulletin Académie royale de Belgique*, 1896 et H. WOUTERS, *Documenten betreffende de geschiedenis der Arbeidersbeweging (1831-1853)*. T. I passim. cfr. Index sub nomine V. Considérant.

(7) V. Considérant à Ch. Rogier, Bruxelles, 26 février 1848, 1 heure du matin, in Ch. DISCAILLES : *Charles Rogier*, t. III, p. 252.

(8) Du même au même, Bruxelles, 26 février 1848, 4 h. 1/2 du matin, *ibid.*, p. 234.

Proud'hon (9). Le 5 août 1847, la section bruxelloise de la Ligue des Communistes était formée et une fédération belge mise sur pied. D'autre part les démocrates belges, après un banquet où se mêlèrent Allemands, Français, Polonais, Bruxellois et Gantois décidèrent la formation d'une association fraternelle. Le 7 septembre 1847, sous la présidence du général Mellinet, qui s'était distingué sur les barricades aux journées de septembre, 63 personnes participèrent à la fondation de L'Association démocratique, où dominaient les intellectuels. Le premier comité élu le 15 novembre était présidé par l'avocat Lucien Jottrand, le Français Imbert et l'Allemand Karl Marx étaient vice-présidents, l'avocat Albert Picard, secrétaire; l'avocat Funck, trésorier, mais il renonça à son mandat confié à l'avocat Balliu, les interprètes étaient le Polonais Lelewel, le professeur Maynz de l'Université Libre de Bruxelles, l'avocat gantois Spilthoorn et l'Allemand Weerth. Quant au « brave général Mellinet » il était proclamé président d'honneur.

Nul n'ignore que Karl Marx et Victor Tedesco s'en furent à Londres à la fin novembre 1847 participer tant aux réunions des « Fraternel Democrats » qu'à celles de la Ligue des Communistes. Rentrés en Belgique, ils poursuivirent leurs activités, Tedesco travaillant surtout à Liège. Le 23 janvier 1848, des démocrates bruxellois se rendirent à Gand pour la formation de la section locale de l'Association démocratique. Après un banquet, un meeting réunit Gantois et délégués des villes de Flandre. Le 31 janvier nouveau meeting présidé par Spilthoorn et le 6 février la société de Gand comptait 240 membres (10).

Le 22 février à Bruxelles, l'Association démocratique célébra le deuxième anniversaire du soulèvement de Cracovie par un meeting suivi d'un banquet. Le lendemain, à Paris, la révolution éclatait. Les journées de février eurent évidemment leur contre-coup en Belgique. Pour calmer l'agitation populaire, le gouvernement libéral prit des mesures politiques, il proposa l'élargissement du droit de suffrage par l'abaissement du cens au minimum constitutionnel de 42 fr. 32 pour les élections législatives et les élections

(9) T. BASYN : *Karl Marx à Bruxelles, 1845-1848*, in *Revue générale*, t. CXVIII, nov. 1927, pp. 584-601; LUC SOMERHAUSEN : *L'humanisme agissant de Karl Marx*, Paris 1946, p. 1167 et suiv.; A. GASPAR : *Le Manifeste du Parti communiste et le Catéchisme du prolétariat de Victor Tedesco*, in *Socialisme*, Bruxelles, n° 41, septembre 1960, pp. 664-671; J. KUYPERS : *Les liens d'amitié de Karl Marx en Belgique (1845-48)*, in *Socialisme*, n° 48, juillet 1963, pp. 410-421, et du même : *La contribution de Victor Tedesco à l'élaboration du Manifeste communiste*, in *Socialisme*, Bruxelles, n° 61, janvier 1964, pp. 74-82; JOHN BARTIER : *Le mouvement démocratique à l'Université de Bruxelles au temps de ses fondateurs*, in *Socialisme*, n° 37, janvier 1960, pp. 17-26.

(10) WOUTERS : *Documenten*, I, p. 422.

provinciales. Des précautions militaires furent prises et les manifestations de rues furent aisément réprimées, la garde civique se montrant vigilante. L'expulsion des étrangers dans les premiers jours de mars priva d'éléments fort entreprenants ceux qui voulaient transformer les institutions. L'expulsion de Karl Marx — il quitta Bruxelles le 4 mars 1848 au soir — fit du bruit et fut évoquée à la Chambre. L'opération de Quiévrain le 25 mars, l'échauffourée de Risquons-Tout, le 29 mars, tournèrent à la confusion de groupements belges de France qui avaient tenté des opérations hasardeuses. L'arrestation de plusieurs leaders, traduits en Cour d'Assises et sévèrement condamnés, décima les cadres révolutionnaires.

Les échecs successifs ne découragèrent pas les démocrates. Tout au long de l'année 1848, ils poursuivirent leurs efforts d'information des masses et de rassemblements de militants. Les échecs électoraux des radicaux tant en juin aux élections législatives qu'en juillet aux élections des officiers de la garde civique et qu'en août aux élections communales furent décevants, certains laissèrent tomber les bras mais d'autres gardèrent l'espoir dans des jours meilleurs. Ils suivaient avec passion l'évolution politique des pays voisins. Si de France, les nouvelles étaient peu engageantes, ils s'accrochaient à l'Allemagne, à l'Autriche et, malgré les triomphes de la réaction, en 1849 encore ils ne renonçaient pas. Mais ils n'étaient qu'une poignée, démunis de moyens, surveillés par l'autorité, ces pionniers de la démocratie sociale se heurtaient à des obstacles insurmontables.

Evolution de la presse radicale.

Dès 1830 la presse avait été un des moyens principaux de diffusion des idées nouvelles. Lucien Jottrand (11), journaliste jusqu'à la moelle des os, a pu écrire, le 6 février 1848, que l'œuvre des démocrates « est de celles qui ont réussi sans le secours de la lettre moulée, depuis la prédication de l'évangile lui-même, jusqu'à celle des Croisades », c'est « la parole et non le livre qui leur sert de principal instrument », que « les associations de démocrates ont adopté la politique du clergé de tous les temps et de tous les pays, pour lequel le prône est un tout autre auxiliaire que la presse » (12)

(11) Sur Lucien Jottrand, *Biographie nationale*, t. XXX (supplément t. II) art. J. KUYPERS et J. P. DU RY : *Un oublié : Lucien Jottrand*, in *La Revue nouvelle*, 19^e année, t. XXXVII, n^o 3, 15 mars 1963, pp. 252-265.

(12) *Débat social*, 6 février 1848, p. 374.

années est réelle chez des hommes comme les frères Bayet, les frères Delhasse ou les frères Bartels.

Adolphe Bartels, collaborateur du *Catholique des Pays-Bas* en 1829, patriote éprouvé en 1830, mêlé au mouvement démocratique depuis l'indépendance, est douloureusement meurtri par la perte de « 380.000 Belges sacrifiés à la peur » comme s'était écrié Alexandre Gendebien. Protestant d'origine, converti au catholicisme, Adolphe Bartels ne fut jamais accepté dans la grande famille catholique, car il avait trop d'indépendance de pensée et son radicalisme politique et social effrayait. Il collabora à plusieurs journaux de tendance progressiste, en 1840, il lança *Le Patriote belge*. Le premier numéro parut le 1^{er} juillet 1840. A. Bartels fut condamné pour un procès de presse intenté par l'inspecteur général du service de santé Vleminckx, à la suite d'articles parus dans *Le Belge* et *L'Eclaireur de Namur*. Faute de ressources, le journal cessa de paraître le 30 juin 1844. Il céda la place à un hebdomadaire, *Le Débat social, organe de la démocratie*, la feuille la plus importante du radicalisme belge au cours des années quarante.

Adolphe Bartels en fut le premier directeur et y joua un rôle prépondérant pendant près de deux ans. Si les articles ne sont pas signés, les initiales Ad. B. apparaissent au bas de maints éditoriaux. En octobre 1845, les remous provoqués par des conférences de Victor Considérant entraînèrent un conflit entre Bartels et ses amis et il se termina en avril 1846 par le départ de Bartels.

Le programme initial a été présenté dans le premier numéro du 7 juillet 1844. Le journal veut être un centre de discussion, une tribune pour débattre le grand thème de la réforme sociale. Il veut ouvrir « une chaire accessible aux différentes écoles de la Démocratie », la Démocratie qui, pour Bartels, n'est pas le but de la société mais le moyen de résoudre le problème : *le plus grand bien du plus grand nombre, au moins de frais et de charges possible pour tous et pour chacun*. Pendant la phase Bartels, une large place est faite aux questions sociales. Bartels livre dans une longue suite d'articles qui s'échelonnent du 11 août 1844 au 27 avril 1845 le fruit de ses réflexions qu'il a rédigées en partie en prison, c'est son *Essai sur l'organisation du travail*. Critique sévère de l'économie de son temps, Bartels, adversaire de la libre concurrence, prône une socialisation de l'industrie, un atelier national, la nationalisation du commerce extérieur, l'impôt unique, l'assurance obligatoire couvrant les risques d'accident, la maladie et la vieillesse. Il conserve la propriété individuelle mais proscriit l'héritage. La construction de Bartels n'est pas simple et l'exposé n'est pas toujours clair.

Il s'oppose au communisme et l'on comprend qu'il ne s'entendit

point avec Marx, il s'oppose aussi au fouriérisme et de là sa querelle avec les frères Delhasse et son départ en avril 1846.

Il convient de noter enfin que Bartels a consacré plusieurs articles à la « Confédération belgo-rhénane ». Le patriote belge veut recouvrer les territoires perdus en 1839 et il y ajouterait la rive gauche du Rhin.

Le 29 mars 1846, le nom de Félix Delhasse comme directeur apparaît, et le numéro suivant du 5 avril annonce « Tout ce qui concerne la rédaction et l'administration du journal doit être adressé dorénavant à M. Félix Delhasse, directeur du *Débat social* ».

La nouvelle direction fixe la tâche : « *Le Débat social* sera démocratique depuis le titre jusqu'à la dernière ligne, il comprendra des articles où seront élaborées les questions sociales et politiques, des articles de polémique sur les débats à l'ordre du jour, des articles sur l'appréciation des faits et des personnes, sur l'édition publique et les intérêts communaux des villes, une revue de politique extérieure, un bulletin judiciaire, des articles sur des questions philosophiques, littéraires, scientifiques et industrielles, un feuilleton. Ce journal étant une œuvre de dévouement, nous espérons compter sur le concours de tous les patriotes ». Quant au programme, il fait l'objet d'un long article, « Ce que nous voulons » : « L'ordre social le plus parfait est celui qui garantira le mieux à chacun son bonheur, c'est-à-dire son existence, sa liberté, la satisfaction de tous ses besoins, son plus grand développement intellectuel, moral et matériel... Nous voulons la démocratie vers laquelle va la société, mais la vraie, c'est-à-dire le gouvernement du peuple par lui-même. C'est le droit commun, sans privilège, qui donnera l'indépendance au peuple qui jouira de ses droits politiques grâce à l'instruction et à l'éducation. L'organisation du travail basée sur l'association et sur une répartition équitable des bénéfices donnera le bien-être à tous ».

La doctrine sociale est moins audacieuse sous Delhasse que sous Bartels. La nationalisation de l'industrie est condamnée, une répartition équitable des bénéfices entre le capital et le travail est demandée. Aussi bien, le journal se préoccupe de plus en plus de politique. Le Congrès libéral du 14 juin 1846 marque un grand tournant dans l'histoire du pays. *Le Débat social*, devenu en quelque manière l'organe de l'aile marchante du libéralisme progressiste, se passionnait pour les réformes électorales et s'indignait du silence du Congrès sur la réforme fiscale, les octrois, l'abolition des droits sur les céréales. « L'Alliance », société libérale bruxelloise, à la source du Congrès, comptait dans ses rangs nombre d'hommes que la hauteur du cens éloignait des élections. Ils se heurtaient

aux électeurs, plus rassis, de tendance doctrinaire. La lutte fut âpre et se termina par une scission, les doctrinaires minoritaires formant « L'Association libérale » (9 novembre 1846). Pendant des mois, les querelles politiques restèrent au premier plan et Félix Delhasse, la cheville ouvrière du *Débat social*, se passionna pour ces controverses, défendant âprement les thèses radicales. Aussi l'avènement du gouvernement libéral-doctrinaire de Charles Rogier du 12 août 1847 à la suite des élections du 8 juin laissa le journal indifférent : « Le seigneur du fer et du coton va remplacer le seigneur terrien ! L'ordre des avocats succède à l'ordre des jésuites ! Mais qu'est-ce que le peuple belge gagne à ce changement ? » (18).

Les collaborateurs Funk ou Le Hardy de Beaulieu cependant sont d'authentiques libéraux. Le second publia nombre d'articles en faveur du libre-échange et défendit avec énergie le laisser-faire et le laisser-passer. Le Hardy de Beaulieu se déchaîna en faveur de l'industrie privée, il reprocha notamment au gouvernement d'avoir retiré la fabrication des armes de guerre à l'industrie privée, depuis 1840, en effet, existait à Liège une manufacture d'armes de l'Etat et depuis 1803 une fonderie de canons de l'Etat (19).

La maladie obligea cependant Félix Delhasse à renoncer provisoirement puis définitivement à la direction du journal (20).

C'est la deuxième phase qui se termina en septembre 1847 (21). Un troisième homme, Lucien Jottrand, dirigea alors la feuille jusqu'à la fin du mois de juin 1848 mais il était bridé par un « Comité de Rédaction » (22). Il céda la place le 25 juin 1848 à des hommes dont nous n'avons pu percer l'anonymat. De « ces spéculateurs politiques » auxquels Jottrand devait « abandonner momentanément le terrain » comme il l'écrivait à Louis de Potter le 25 juin 1848, nous ne savons rien (23). Cependant, après trois mois d'une rédaction assez terne, la tendance socialiste s'accrut et le journal manifesta plus d'intérêt pour le mouvement démocratique d'origine ouvrière. Jusqu'à la disparition du journal par sa fusion dans

(18) *Le Débat social*, 15 août 1847, p. 76.

(19) *Le Débat social*, 26 septembre 1847, p. 152.

(20) *Le Débat social*, 2 janvier 1848, p. 321. « M. Delhasse, malade depuis plus de quatre mois et s'étant trouvé depuis cette époque dans l'impossibilité de concourir à la publication du *Débat social*, nous prie d'annoncer à nos lecteurs que l'état de sa santé l'oblige de se retirer momentanément de la direction de son journal ».

(21) *Le Débat social*, 2 janvier 1848, p. 321, *ibidem*.

(22) L. Jottrand à L. de Potter, Bruxelles, 18 mars 1848, in WOUTERS : *Documenten*, I, p. 476.

(23) L. Jottrand à L. de Potter, Bruxelles, 25 juin 1848, in WOUTERS : *Documenten*, II, 652. Dans le numéro du *Débat social* du 6 août 1848, on relève que les « rédacteurs ne sont pas électeurs ».

Le Peuple de Liège, le 1^{er} novembre 1849, les mêmes hommes rééditent *Le Débat social* (24).

Dès l'automne 1847, le journal réserve une large place aux associations nouvelles d'ouvriers et de démocrates. Les ouvriers allemands se réunissent deux fois par semaine au « Cygne », Grand'Place, tandis que « L'Association démocratique » se constitue (25). Du temps de Delhasse d'ailleurs, des articles écrits d'une plume violente critiquent sévèrement les tares de la Société. Ainsi le 5 septembre 1847 paraît un article sur « Les femmes prolétaires. Leur malheureux sort dans la société actuelle » : « ... Et quand on voit des filles plus âgées, ou des femmes, même enceintes, récemment accouchées, condamnées à tous les travaux des hommes, à porter de lourds fardeaux sur la tête ou sur le dos, comme des portefaix, pousser ou traîner des voitures, marcher nu-pieds sur le roc ou dans la boue, coucher sur la pierre, peut-on ne pas sentir l'Humanité se révolter contre une société si mal organisée ? » (26). Mais il ne borne pas sa compassion aux femmes prolétaires... « Et les femmes de la bourgeoisie ou de l'aristocratie quelle instruction véritable, quelle éducation solide leur donne-t-on pour qu'elles puissent défendre leurs droits et leur dignité ? Quelle garantie de bonheur peuvent-elles trouver dans des mariages basés sur l'orgueil et sur l'argent ? ». « Les femmes en masse sont les esclaves des hommes en masse » (27).

Jusqu'aux journées de février, *Le Débat social* reste le moniteur de L'Alliance. Ses critiques de l'action gouvernementale s'inspirent des principes défendus par des bourgeois, médecins, avocats, publicistes, voire rentiers, partisans d'un gouvernement à bon marché, adversaires de dépenses « somptuaires ». *Le Débat social* réclame des économies dans l'administration, dans la distribution des pensions, dans l'armée et la diplomatie. Il demande une réforme fiscale, moins d'impôts indirects, la suppression des octrois. La réforme électorale divise les libéraux. Il prône l'élargissement du droit de suffrage et glisse insensiblement vers une revendication maximale, l'établissement du suffrage universel.

Adolphe Bartels, Félix Delhasse, Lucien Jottrand, trois radicaux sincères mais profondément différents, bouillonnent d'ardeur pour une transformation de la société. La misère populaire leur est insupportable. Par où commencer l'immense tâche de redresse-

(24) *Le Débat social*, 1^{er} novembre 1849. « A nos abonnés, à nos amis. A partir de ce jour, nos abonnés recevront le journal *Le Peuple*, au lieu et place du *Débat social*. Nous espérons que nos amis qui nous ont prêté un si fraternel concours depuis le 1^{er} juillet 1848 que nous rédigeons *Le Débat social*... ».

(25) *Le Débat social*, 3 octobre 1847, p. 163, 14 novembre 1847, p. 237.

(26) *Le Débat social*, 5 septembre 1847, p. 109.

(27) *Ibid.*, p. 110.

ment ? Politique d'abord ? Régénération sociale dans une vue optimiste, utopique des choses ? Bartels et Delhasse s'épuiseront à discuter des vertus et des vices du fouriérisme.

Cette feuille austère pouvait-elle atteindre les ouvriers ? Il n'y paraît guère. Le journal ne se vend pas au numéro et l'abonnement en 1844 est de 12 francs pour 8 pages à 3 colonnes, le format de 40 cent. sur 30 cent., puis 12 pages à 2 colonnes à partir du numéro 1 de la 3^e année, le 5 juillet 1846, le format de 32 cent. sur 20 cent. Le 1^{er} juillet 1847, l'abonnement est porté à 14 francs. Devenu bi-hebdomadaire le 1^{er} juillet 1848 (28), paraissant le dimanche et le jeudi, sur 8 pages à 2 colonnes, il s'excuse de ne rien changer au prix d'abonnement, malgré la suppression du timbre, parce qu'il a supprimé les annonces « nous ôtons tout caractère mercantile à notre journal », et parce qu'il doit supporter les frais d'une double expédition par semaine.

Le 1^{er} juillet 1849, il revient au format de 40 cent. sur 30 cent. à 3 colonnes, mais il ne compte plus que 4 pages paraissant le dimanche et le jeudi; son prix est réduit à 12 francs.

Il s'adresse surtout aux hommes éclairés qui croient au progrès et qui souffrent de la détresse des classes populaires.

Une situation de crise.

Le sort du peuple est en effet misérable. On connaît mal l'évolution économique et sociale de la Belgique de 1830 à 1848. La rupture des liens avec la Hollande, la difficile recherche de marchés ont pesé sur les premières années du nouveau Royaume. La construction d'un réseau de chemins de fer, le premier sur le Continent et le premier établi par l'Etat — l'influence saint-simonienne sur Charles Rogier étant indéniable — a doté le pays d'une armature nécessaire à son existence. Grâce à la construction de chemins de fer, les industries charbonnière et sidérurgique sortirent du marasme et ainsi la Wallonie et surtout le sillon de la Sambre et de la Meuse, par le déplacement de la forgerie vers le charbon, devint l'axe de développement, le pôle de croissance de l'économie belge. L'expansion se fit sur un rythme rapide, malsain même. L'engouement pour les sociétés anonymes, l'action des grands organismes de crédit entraînent des créations démesurées pour un marché étroit. La crise vint vite, renforcée par les troubles

(28) Le mercredi 1^{er} mars 1848, les événements de France et le mercredi 22 mars 1848, l'emprunt de 40 millions avaient déjà entraîné la parution « d'un demi-numéro en avance sur le numéro du dimanche suivant ».

politiques dus aux inquiétudes des années 1838 et 1839 : la guerre menace. Cependant après une période d'atonie et de repli la reprise se manifesta. Les vastes projets de construction ferroviaire en Angleterre, en France, en Allemagne eurent leur répercussion en Belgique. De 1844 à 1847 les affaires vont bien en métallurgie. Un véritable boom anime la sidérurgie, à Sclessin, à Ougrée, à Seraing on monte de nombreux hauts fourneaux. La production de fonte au coke pour le royaume est de 121.059 tonnes en 1845, de 222.329 en 1847, de 142.485 en 1848, celle de fonte au bois n'est plus que de 13.504 tonnes en 1845 et de 26.058 en 1857, la valeur totale étant de 14 millions en 1845, de 29 millions en 1847 et de 15 millions en 1848 (29). Une industrie nouvelle, le traitement du zinc, est en pleine croissance, et réclame de nouveaux bras : en 1845, 11 usines employant 1.341 ouvriers produisent 9.650 tonnes, en 1847, 1.594 ouvriers produisent 13.875 tonnes et en 1848, 2.134 ouvriers produisent une quantité à peine supérieure (14.347 tonnes) mais en 1850 les 1.881 ouvriers produisent 22.235 tonnes : progrès remarquable de productivité (30). L'industrie houillère profite de cette croissance. Dans le pays, la production a augmenté de 57 % de 1836 à 1850. De 3 millions de tonnes en 1836 elle est pour la période 1841-1845 d'une moyenne annuelle de 4 millions 3, en 1846 elle est de 5 millions, en 1847 de 5 millions 6, pour tomber à 4 millions 8 en 1848 (31). Dans la province de Liège l'année 1847 est une bonne année. Alors qu'en 1841 on y extrayait 935.854 tonnes valant 8 millions 9 francs, par une montée croissante on atteignait en 1847, 1.303.901 tonnes valant 13 millions 1 franc (32).

L'expansion industrielle est surtout celle du charbonnage, de la métallurgie. Quel contraste entre ce développement et le marasme des Flandres. Rarement les divergences fondamentales entre le comportement des économies régionales en Belgique se seront manifestées avec une telle force. L'histoire de la crise économique des Flandres 1845-1850 a été faite par G. Jacquemyns. Il suffit de consulter diagrammes et statistiques de ce livre pour saisir la gravité du drame : de 1835 à 1850 les exportations de toiles diminuèrent de moitié (33). Dans un ouvrage récent, Benoît Verhaegen a étudié l'évolution économique des Flandres sur une plus longue

(29) *Exposé de la situation du Royaume (Période décennale de 1841-1850)*, titre IV, p. 118.

(30) *Ibidem*, t. IV, p. 116.

(31) *Ibidem*, t. IV, p. 102.

(32) *Ibidem*, t. IV, p. 102.

(33) G. JACQUEMYS : *Histoire de la crise économique des Flandres 1845-1850*, Mémoire Académie Royale de Belgique, 1929, p. 403.

période (34). Les oppositions entre les économies flamande et wallonne au milieu du XIX^e siècle apparaissent nettement. L'analyse de la répartition professionnelle en 1846 est pleine d'enseignement. Le Hainaut compte 33.497 ouvriers de l'industrie houillère, la province de Liège 11.872, la province de Namur 817, rien dans les autres provinces. 4.704 ouvriers sont occupés dans les établissements principaux de la métallurgie du Hainaut, 10.416 dans la province de Liège, 4.718 dans la province de Namur, dans aucune autre province le millier n'est atteint. La verrerie occupe 2.433 ouvriers dans le Hainaut, 940 dans la province de Liège. Aux 13.621 ouvriers des établissements industriels de l'industrie lainière verviétoise correspondent les 10.116 ouvriers des établissements industriels du coton gantois (34).

« La province de Hainaut, avec près de 25 % des ouvriers du Royaume, présente de loin les effectifs industriels les plus nombreux. La Flandre orientale et la province de Liège sont à peu près au même niveau avec respectivement 17,5 % et 17,1 %. Les deux provinces flamandes qui, d'après le recensement des professions, représentaient 51,5 % des travailleurs du Royaume engagés dans l'artisanat et l'industrie, n'en comptent plus que 31,6 % d'après le recensement de l'industrie. Cette diminution s'opère au profit des provinces de Hainaut et de Liège qui totalisent 41,4 % de l'effectif industriel et affirment ainsi la supériorité de leur développement industriel sur toutes les autres provinces dès 1846 » (35).

La répartition des machines à vapeur est significative à cet égard. Cependant les mouvements courts à travers la phase B de dépression 1815-1850 sont perceptibles et après l'envolée des années 1844-1846, l'essoufflement se marque dans la sidérurgie. Des excès furent commis. Les producteurs de fonte haussèrent exagérément leurs prix et « pour échapper aux prétentions exorbitantes des producteurs de fontes, les fabricants de fer se décidèrent à construire aussi des hauts fourneaux ou à en ajouter de nouveaux à ceux qui existaient déjà » (36). Ainsi, la hausse des prix des charbons, des minerais, de toutes les matières premières et celle des salaires accrurent le prix de revient au moment même où se ralentissait la demande de rails de l'étranger. La Chambre de Commerce de Liège, après la crise politique qui avait aggravé la situation, décrira bien le phénomène. « L'extension donnée au système des

(34) Benoit VERHAEGEN : *Contribution à l'histoire économique des Flandres*, vol. I. Analyse de la répartition professionnelle 1846-1910, p. 350-351. Annexe I. Répartition des ouvriers par province et par branche d'activité. Chiffres absolus. Source, recensement de l'industrie de 1846.

(35) *Ibidem*, p. 188.

(36) *Exposé de la situation du royaume (période décennale de 1841-1850)*, titre IV, p. 122.

chemins de fer en Belgique, en Allemagne, en Italie permettait, depuis quelques temps à nos hauts fourneaux et à nos laminoirs de déployer une activité peu commune et dont nos exploitations de houille, de minerais de fer, de terres plastiques, ainsi que le batelage et le railway de l'Etat tiraient de grands avantages. On s'était, il est vrai, livré à d'aventureuses entreprises; on avait, trop légèrement, multiplié les fourneaux et les usines; mais, malgré cet excès de concurrence que l'on semblait porter au-delà de toute prévision raisonnable, l'industrie métallurgique avait des chances de prospérité plus ou moins durables, sinon pour les propriétaires des établissements, du moins pour le pays appelé à recueillir le prix d'une main-d'œuvre lucrative » (37).

Au surplus, dans le cadre liégeois, l'armurerie en pleine prospérité en 1848, est une importante source de travail (38).

Hennuyers et Liégeois apprendront la nouvelle de la révolution de février 1848 au terme d'une conjoncture industrielle ascendante. Cependant, les salaires individuels dans l'industrie houillère n'avaient pas évolué favorablement: le salaire quotidien de 1 franc 57 en 1841 était de 1 franc 14 en 1845, 1 franc 19 en 1846, 1 franc 22 en 1847, 1 franc 11 en 1848, toutefois le nombre d'ouvriers avait considérablement augmenté: de 37.629 en 1841, il était passé à 41.435 en 1845, 41.488 en 1846, 48.847 en 1847, 46.131 en 1848 (39). Mais les gains salariaux en hausse depuis 1844 avaient-ils été suffisants pour contrebalancer la hausse considérable des produits alimentaires depuis 1845? Cette année-là, la récolte des pommes de terre fut un véritable désastre: elle donna

(37) *Exposé de la situation administrative de la province de Liège*, 1848, rapport de la Chambre de Commerce de Liège, 5 juillet 1848, p. 239.

(38) *Archives du Ministère des Affaires Etrangères de Belgique*, liasse n° 2316, F. L. Behr, directeur de la S. A. des charbonnages et hauts fourneaux de l'Espérance à Seraing, au gouverneur de la province de Liège, Seraing, le 5 septembre 1848. « La fabrication des armes à Liège fait cependant exception à la règle commune, c'est un grand bonheur dont nous ne saurions assez nous applaudir ». *Ibidem*, le rapport de la Chambre de Commerce de Liège au gouverneur de la province, septembre 1848. *Exposé de la situation administrative de la province de Liège*, 1849, rapport de la Chambre de Commerce de 1849. « Tout en déplorant les bouleversements politiques qui ont ruiné ou compromis chez nous tant d'industries, on doit s'estimer heureux que la province de Liège possède un genre de fabrication auquel la guerre ou la crainte de la guerre imprime un redoublement d'activité. C'est au moins une compensation à d'autres maux, et une occasion de procurer quelque travail à certaines classes d'ouvriers auxquelles nos grandes industries ne peuvent plus donner de l'occupation, à cause même des circonstances qui contribuent à activer l'armurerie ». Voici le nombre d'armes à feu éprouvées à Liège: 212.438 en 1840, 367.348 en 1845, 495.394 en 1847, 520.375 en 1848 et 591.432 en 1850, *Liège, Histoire. Arts. Sciences. Industries. Travaux publics*, Liège, 1881, p. 144.

(39) *Exposé de la situation*, t. IV, p. 100.

110.000 tonnes contre une récolte qui était habituellement 7 ou 8 fois plus abondante. L'année suivante, en 1846, la récolte de seigle manqua, tandis que celle de la pomme de terre et d'autres céréales furent médiocres (40). Aussi les prix montèrent en flèche : en 1844, le prix moyen du seigle est de 10 francs 38, de 18,98 en 1846, de 21,52 en 1847, celui des pommes de terre de 3 francs 38 est de 8 francs 51 en 1846 et de 6 francs 45 en 1847. La famine accabla la Flandre. Les années 1845, 1846, 1847 sont atroces pour des centaines de milliers de Flamands. C'est dans ses forces vives que la Flandre est atteinte. La mortalité est extrêmement élevée. En 1847, le typhus décime les populations anémiées. Le nombre décroissant de décès pour 100 naissances confirme encore les différences profondes entre les économies wallonne et flamande : 97,6 en Flandre occidentale, 91,5 en Flandre orientale, mais 75,8 dans la province de Liège et 73 en Hainaut pour la période 1841-1850. Mais le contraste est encore plus net pendant les années critiques : la province de Liège en 1846 ne compte que 75,7 de décès pour 100 naissances, mais la Flandre occidentale 117,6, en 1847 84,2 de décès dans la province de Liège contre 152,1 en Flandre occidentale, en 1848 72,0 contre 127,8 (41). Heureusement, la récolte de 1847 fut bonne, celle de 1848 meilleure encore et ainsi la baisse des prix des denrées alimentaires soulagea la classe ouvrière lorsque le travail se ralentit dans l'industrie lourde. Le prix moyen de l'hectolitre de seigle tomba de 21 francs 52 en 1847 à 10 francs 56 en 1848, celui du froment de 31 francs 15 à 17 francs 53 et celui de la pomme de terre de 6 francs 45 à 5 francs 07.

A la misère des Flandres, la presse démocratique a consacré maints articles. Il n'est que de lire l'excellente contribution de A. Vermeersch pour se convaincre de l'attention accordée à ce problème hallucinant par l'ensemble des journaux belges (42).

Faut-il attribuer à cette crise des Flandres de plus en plus grave, à la récession des affaires en Wallonie et au malaise du monde ouvrier bruxellois, les tentatives de regroupement des « avancés » et leurs efforts au cours du deuxième semestre de 1847 pour mettre

(40) *Rapport de la Commission centrale de Statistique au ministre de l'Intérieur sur la question des subsistances* (Bulletin de la Commission Centrale de Statistique, IV, 175-176) cité par G. JACQUEMYS, op. cit., p. 259. Le déficit de la récolte de 1846 était de plus de 4 millions d'hectolitres de céréales et de plus de 7 millions d'hectolitres de pommes de terre et les importations ne comblèrent pas ce déficit car de septembre 1846 à fin août 1847, 2 millions d'hectolitres de blé, c'est-à-dire le sixième de la consommation ordinaire et moins de la moitié du déficit de la production de 1846 sont entrés dans le pays.

(41) *Exposé de la situation du Royaume, 1841-1850*, titre II, pp. 27 et 28.

(42) A. VERMEERSCH : *De Pers en het Pauperisme in Vlaanderen : 1845-1848*, in *Bijdragen voor de Geschiedenis der Nederlanden*, deel XIII, 1958, n° 2, pp. 81-100.

sur pied une organisation cohérente ? Ou convient-il de faire une part plus large aux personnalités réunies à Bruxelles depuis 1845 et qui multiplient les échanges de vues, les discussions serrées ? Il est malaisé de démêler l'écheveau : crise des Flandres, repli de l'économie, Karl Marx, Jottrand, Kats et leurs amis, qu'est-ce qui a exercé l'influence la plus profonde ? Où se trouve le moteur de la transformation ? Beau débat à ouvrir puisque Karl Marx joue pendant ses années d'apprentissage un rôle efficace. En tout cas, au début de 1848, comme nous l'avons dit plus haut, une organisation stable est constituée à Bruxelles, en liaison avec quelques groupements en province, à Gand, à Liège notamment, et en contact avec l'étranger. Le ton monte dans la presse. *Le Débat social* s'affirme républicain et se lasse de la modération de L'Alliance. Il suit avec tristesse l'évolution de la II^e République française mais espère dans le triomphe de la Révolution en Allemagne, en Autriche, en Italie.

Premiers organes ouvriers.

Plus qu'à l'évolution de ce journal radical qui cessera de paraître en octobre 1849, faute d'abonnés (signe des temps : la réaction triomphe partout), c'est à un journal ouvrier que nous attacherons quelque attention : *L'Ouvrier, organe des intérêts populaires*. La révolution de février a éveillé au cœur des républicains de vastes espérances. Elles ont rapidement été déçues et le mouvement a été décapité, mais la crise économique s'est abattue sur le pays et a aggravé la récession industrielle, perturbé le commerce. Les plaintes sont innombrables tout au long du printemps et de l'été 1848 dans les milieux d'affaires et dans le monde politique. Le gouvernement inquiet du cours des événements a procédé à diverses informations, mais il faut attendre l'automne pour apercevoir quelques signes épars de légères améliorations (43).

Dans cette atmosphère de dépression et de misère, les ouvriers dans certains centres se groupèrent, constituèrent des sociétés de secours mutuels, de défense, mais s'affilièrent aussi à des sociétés républicaines. Quelquefois, ces sociétés lancèrent des journaux. Ainsi est né à Liège, le 9 juillet 1848, *L'Ouvrier, organe des intérêts populaires*. Sa devise était : « Liberté, égalité, fraternité ». Ulysse Capitaine, un Liégeois contemporain, excellent connaisseur

(43) Archives du Ministère des Affaires Etrangères de Belgique, liasse n° 2316, notamment les réponses des gouverneurs de province à la circulaire aux gouverneurs du 26 août 1848 prescrivant une instruction sur la situation commerciale et industrielle du pays.

de la presse de son temps, dit que ce journal « fut créé pour servir d'organe aux socialistes liégeois ». Il paraissait le dimanche et le jeudi, il comptait 4 pages à 2 colonnes et était vendu 5 centimes le numéro, l'abonnement coûtait par la poste 7 francs 20 et pris au bureau du journal 6 francs, par trimestre 1 franc 50, au mois 0 franc 50. Les annonces coûtaient 10 centimes la grande ligne, 5 centimes la petite ligne. C'était vraiment un journal populaire. Le bureau d'abonnement était rue de la Casquette, n° 22, et il était aussi en vente à Huy, chez M. Cabut, Café de la Comédie. « Tout ouvrier peut participer à la rédaction du journal en se soumettant aux corrections indiquées par le jury chargé par les ouvriers actionnaires de l'examen des articles à insérer. Le bureau du journal est ouvert tous les jours de 6 à 9 heures, pour recevoir les communications et abonnements ». Le premier numéro porte le nom de Esselens, éditeur, et les 8 suivants portent la seule mention : D. Dewandre, ouvrier, éditeur. Le numéro du jeudi 10 août porte en outre la mention : J. Ledoux, imprimeur, rue Saint-Jean, 4 (ce journal ayant été poursuivi pour avoir paru sous le nom de l'imprimeur). Le n° 16 du jeudi 31 août est le dernier numéro portant le nom de l'éditeur Dewandre. Le 14 septembre, un avis du « comité de rédaction » annonce qu'à dater de ce jour, aucune quittance n'est valable sans la signature de M. Ledoux, imprimeur. Si nous donnons ces détails, c'est qu'un conflit surgit entre les deux hommes, et que, pendant le procès devant le Tribunal civil de Liège, Dewandre publia également un journal *L'Ouvrier*, du 15 octobre 1848 au 6 novembre 1848, V. Rodberg en étant l'imprimeur (6 numéros au total). Le procès fut plaidé les 31 octobre et 4 novembre et le jugement fut rendu le 8 novembre, ainsi nous sommes mieux éclairés sur la vie intime de ce journal (44). « Attendu, au fait, qu'il est résulté des débats qu'en mil huit cent quarante-huit, une société républicaine, s'est formée à Liège, et résolut de publier un journal dit *L'Ouvrier*, organe des intérêts populaires, que dans une délibération du vingt-quatre juin... la Société choisit le demandeur pour imprimeur sous les conditions y stipulées pour un an, et lui reconnut la propriété exclusive du journal qu'il devait publier sous la surveillance du comité de rédaction nommé par la Société, aussitôt qu'il aurait trois cents abonnés... (qu'au 31 août dernier) une scission eut lieu entre la Société et quelques-uns de ses membres au nombre desquels se trouvait le défenseur [Dewandre] et le journal parut sous le nom seul du demandeur [Ledoux], le nom de Dewandre, éditeur, disparut

(44) *Archives de l'Etat à Liège, Tribunal civil de Liège. Registre aux jugements, B. 356.* Le registre aux minutes manque pour cette période et les pièces du dossier n'ont pas été conservées.

parce qu'il ne voulait probablement plus assumer la responsabilité légale des articles publiés par le journal.

« Que dans cet état de fait et après différentes significations échangées, des membres scissionnaires d'abord et ensuite le défenseur [Dewandre] se prétendant les premiers à former le nouveau comité du journal *L'Ouvrier* et agissant en cette qualité le second comme éditeur et propriétaire dudit journal, firent défense au demandeur de publier son journal, et en même temps publièrent une nouvelle feuille ayant le même titre que le précédent avec les noms de Rodberg, imprimeur, et D. Dewandre, éditeur. »

Le Tribunal donna gain de cause à Ledoux, porteur d'un acte par lequel la Société républicaine lui a reconnu la propriété du journal et que cet acte lie la Société. Ledoux a fait tous les frais d'impression, possède tous les documents du journal, notamment la liste des abonnés, a perçu le montant des abonnements. Défense fut faite à Dewandre de faire paraître à l'avenir aucun journal portant le même titre et il fut condamné à 150 francs de dommages et intérêts.

Le journal avait cependant reçu un très bon accueil dans les milieux populaires. *Le Bon Homme Richard*, journal hebdomadaire des classes ouvrières, de l'émancipation intellectuelle et du progrès par les voies pacifiques et tout à fait en dehors de la politique haineuse, journal éphémère d'un professeur à l'Université de Liège, J. F. X. Würth (4 numéros seulement parurent du 10 septembre au 1^{er} octobre 1848) qui voulait être « l'antidote » de *L'Ouvrier* reconnaît que la popularité de ce petit journal va croissant, car on dit qu'il touche à près de 1.000 abonnés (45).

Le 6 août 1848, Denis Sotiau, typographe et poète (46) écrira au journal « La naissance de votre journal a comblé mes vœux les plus ardents; depuis longtemps je gémissais de l'absence dans le pays en général et dans notre ville en particulier, d'un organe de la classe (pour nous servir du mot *classe* usité jusqu'à présent, mot du reste que nous n'approuvons pas) ouvrière, d'un journal défendant la cause du prolétaire. Permettez à un ouvrier de présenter à ses collègues les réflexions que lui suggère l'établissement de votre journal ». La classe ouvrière, « enfant bâtard de la nature et fille naturelle de la société » n'a rien, son existence se partage entre le *grabat* et l'*atelier*. « Si elle veut de vrais amis qu'elle les prenne dans son sein, c'est là qu'elle trouvera ses avocats les plus ardents ». Ils seront écoutés « parce que le journalisme, ce fleuve

(45) *Le Bon Homme Richard*, 1^{er} numéro, 3^e page, 1^{re} col., 10 sept. 1848.

(46) Sur Denis Sotiau, Liège, 1821-1860, voir Ch. A. DESOER; *Essai sur la vie et les ouvrages de Denis Sotiau*, Liège, 1861, et *Exposition. Le Romanisme au pays de Liège. Liège, 10 septembre-31 octobre 1955*, p. 57-58.

immense, où les idées progressives se succèdent à flots pressés, est une source où le prolétariat doit puiser aussi son contingent d'améliorations » (47).

L'Ouvrier défendit le suffrage universel, l'organisation du travail, réclama des économies dans la gestion de l'Etat, critiqua l'armée, s'apitoya sur le sort des ouvriers victimes de la crise économique. Il reproduisit nombre de nouvelles du mouvement révolutionnaire à travers toute l'Europe, accordant aux événements d'Allemagne et d'Autriche une large place. Il lança notamment une souscription démocratique pour la famille de Robert Blum, « assassiné à Vienne par Windischgrätz ». « C'est l'obole de l'ouvrier, du prolétaire, du démocrate que nous sollicitons, que chacun d'eux apporte sa modeste offrande; qu'il démontre que le peuple ressent le coup qui lui est porté par la mort du martyr et qu'il veut protéger du denier du pauvre la veuve et les orphelins » (48).

Après la scission Ledoux-Dewandre, le journal continua un certain temps à défendre des thèses avancées. « Que la propriété doive être réglementée et limitée, c'est ce que non seulement tout socialiste dit et écrit mais c'est encore ce que tout homme de bon sens doit bien s'avouer aujourd'hui que ce qu'on appelle droit de propriété a divisé les hommes en maîtres et en esclaves. En effet, les uns regorgent de toutes les jouissances quand les autres sont réduits à la misère la plus affreuse. Les premiers seuls possesseurs du capital et des instruments de travail exploitent leurs semblables de toute manière... Dans notre bonne ville de Liège, dans toute la Belgique, dans toute l'Europe, quel est le signe précurseur des révolutions? Que demande partout le peuple prêt à prendre les armes? Il demande que l'on fasse cesser sa misère, il demande du travail! Les gouvernements s'y refusent; on prétend que l'on veut détruire la propriété et riches et forts se coalisent contre le peuple qui ne demande que des choses justes. Qu'advient-il de cette résistance aveugle, insensée d'une part et de cette misère, de ce dénuement de l'autre? Nous le saurons bientôt » et cet article est intitulé « A quand l'Affaire? » (49).

Mais le journal se modère, ainsi, le 14 décembre 1848, son éditorial est très nuancé. « Toujours sincèrement républicains, défenseurs des droits du peuple, nous voulons le suffrage universel, le droit au travail; en un mot notre programme est celui de la Montagne en France... Tout peuple a pour principe la famille, base éternelle des sociétés qu'elle engendre par son développement natu-

(47) *L'Ouvrier*, 6 août 1848, 3^e p., 3^e col.

(48) *L'Ouvrier*, 26 novembre 1848, 1^{re} p., 1^{re} col.

(49) *L'Ouvrier*, 23 novembre 1848, 1^{re} page, 1^{re} col.

rel. La famille est le type de toute organisation et la condition de toute existence... La propriété est à nos yeux sacrée comme le travail dont elle est le mobile et le prix. En ce qui fait son essence, elle est de droit absolue; en ce qui touche sa garantie et sa distribution, elle est de droit relative et soumise aux lois positives. Loin de vouloir détruire la propriété, nous voulons l'étendre et la généraliser, la rendre accessible à tous, afin que dans un temps donné, par l'essor même des institutions sociales et les effets du travail personnel, chaque citoyen arrive à ce suprême complément de son individualité : la famille et la propriété.

Nous aimons les positions nettes et franchement dessinées. Il n'y a chez nous ni hypocrisie, ni arrière-pensée. Ce n'est pas à nous qu'il convient de déclarer qu'aujourd'hui républicains, nous sommes communistes dans l'avenir. Nous voulons qu'on lise toujours sur notre bannière : République basée sur le suffrage universel et consolidée par le droit au travail; respect à la famille et à la propriété; liberté des cultes » (50).

Mordant, fils, est devenu le rédacteur du journal et l'imprimeur Ledoux s'est brouillé avec la société républicaine (51). La propagande républicaine restée fort active à Liège au cours de l'hiver 1848-1849 inquiète les autorités qui réussissent, semble-t-il, en février 1849, à racheter *L'Ouvrier* et *Le Travailleur* de Dewandre, pour 5.500 francs (52). *L'Ouvrier* prit effectivement une teinte de plus en plus modérée. Un dialogue entre « un ouvrier, un bourgeois, un journaliste » est à cet égard significatif. Le Journaliste : « Si la classe ouvrière est le principal objet de notre intérêt, parce qu'elle souffre, nous n'avons pas moins de dévouement pour la bourgeoisie, c'est chose assez naturelle, car nous lui appartenons par la famille, par la profession, par les habitudes... Je sais encore que je vais appeler sur moi bien des criailleries; je m'efforcerai toutefois de les éviter, en observant les lois de la modération et des convenances; une seule pensée m'anime, celle du bien; j'ai compris qu'au lieu d'injurier, il fallait discuter, qu'au lieu de calomnier, il fallait être vrai, qu'au lieu d'irriter, il fallait concilier, qu'au lieu d'obscurcir, il fallait éclairer, que surtout il fallait instruire, moraliser, tendre la main à tous et prêcher par-dessus tout la sainte fraternité » (53).

Le 6 août 1849, le journal s'affirme ouvertement conservateur,

(50) *L'Ouvrier*, 14 décembre 1848, Editorial, 1^{re} p., 1^{re} col.

(51) H. WOUTERS; *Documenten betreffende...*, II, p. 721. Le Bègue (un informateur) au ministre de la Guerre, Chazal, Liège, 31 décembre 1848.

(52) *Ibid.*, pp. 765 et 771.

(53) *L'Ouvrier*, 8 avril 1849, 1^{re} p., 1^{re} col.

il prend pour devise : *Ordre-Progrès* (54) et le 27 septembre 1849, il change de titre et devient *L'Ordre*, journal quotidien, avec pour devise « Conservateur par le progrès ».

Dewandre, condamné par le tribunal, lança le 9 novembre *Le Travailleur, organe des intérêts de la classe ouvrière*. D'après U. Capitaine, le Français M. T. Karcher en fut le principal rédacteur jusqu'à son expulsion le 1^{er} avril 1849 (55) puis L.-J. Dejaer le remplaça. Si l'achat du journal par l'autorité fut effectivement réalisé fin février, la collaboration de ces deux démocrates paraît peu vraisemblable après cette date. Comme peu de numéros du journal ont été conservés, il est malaisé de se prononcer. En tout cas, *Le Travail, organe des intérêts nationaux*, ayant pour épigraphe, « La paix, l'ordre et le travail sont les sources de la prospérité publique », créé par des libéraux doctrinaires pour combattre les « doctrines socialistes et communistes propagées par *L'Ouvrier, Le Travailleur, Le Peuple*, etc. » (U. Capitaine) écrit le 3 juin 1849 que « *Le Travailleur* est mort après la plus édifiante des confessions », le dernier numéro étant celui du 27 mai.

Restait *Le Peuple*, organe de la démocratie. Ce bi-hebdomadaire avait été fondé le 4 février 1849. Prosper Esselens, un des républicains les plus actifs en fut le principal rédacteur mais il fut condamné à mort à la suite du banquet du Prado. Il compta parmi ses collaborateurs d'autres militants liégeois et deux verviétois, Joseph Goffin et le baron H. de Steiger. L'imprimeur fut A. Cheron, l'éditeur L.-J. Dequinze auquel succéda P.-J. Fabry (56). Le journal resta fidèle au programme exposé dans le premier numéro et la disparition du *Travailleur* et l'évolution de *L'Ouvrier* en firent le seul organe vraiment démocratique de tendance socialiste à Liège. « Le Peuple qui voit ainsi décimer son camp, se disperser les crédules et baisser, avec une inquiétante progression, la rente socialiste, remonte sur ses tréteaux, plus résolu que jamais » écrit *Le Travail* le 3 juin 1849. Il faut noter que le comité de rédaction du *Peuple* imprima chez Charron *L'Almanach républicain pour*

(54) *L'Ouvrier*, 6 août 1849, 1^{re} p., 1^{re} col. « Lorsque le journal *L'Ouvrier* a été fondé, il existait un contrat entre la Société républicaine et l'Éditeur de ce journal; cette feuille devait paraître un an sous la surveillance d'un comité de rédaction, nommé par la Société; une prompte séparation eut lieu, le contrat fut anéanti, et une allure modérée, au point de vue des institutions constitutionnelles, démocratiques, fut donnée à la rédaction. — *Ibidem*, 1^{re} p., 2^e col. « Un de nos amis politiques nous disait dernièrement que la couleur de *L'Ouvrier* était bien changée depuis quelques mois, que de *républicains rouges*, nous étions devenus bien modérés; n'avons-nous pas déclaré que la rédaction avait été changée? Pourquoi des gens sensés auraient-ils dû souffrir des torts de quelques cerveaux trop hardis? »

(55) U. CAPITAINÉ, *op. cit.*, p. 234.

(56) U. CAPITAINÉ, *op. cit.*, p. 237.

1849 qui renferme le célèbre « Catéchisme du prolétaire » de Victor Tedesco.

Le 1^{er} novembre 1849, *Le Débat social* de Bruxelles se fonda dans *Le Peuple* qui ne vécut pas au-delà de l'année.

*
**

D'autres centres industriels virent aussi se créer une presse populaire, une fois supprimé le droit de timbre. A Gand, trois journaux publiés en flamand furent lancés en juin 1848. Le 4 juin 1848 parut le premier numéro du journal hebdomadaire *Artevelde*, sorti des presses de l'imprimeur Verbaere qui, déjà en septembre 1847, avait imprimé le *Volksvriend*. L'avocat Spilthoorn, condamné à mort en septembre 1848 pour sa participation au complot de Risquons-Tout, avait posé les fondations de ce journal qui vécut quatre ans. Huit jours plus tard, le 11 juin 1848, de ces mêmes presses sortait le premier numéro d'un bi-hebdomadaire, le *Vlaenderens Welvaeren* (Le Bien-être de la Flandre). « Les rédacteurs sont l'avocat Delwart, De Coster-Wittockx et Van Bouckel, instituteur particulier. Van Bouckel traduit les articles rédigés en français par Delwart..., on désigne comme bailleur de fonds : De Coster, Delwart, Coppens, fabricant, Schapmans-Dubois, entrepreneur, Fieve-Goemans, marchand de bois et Victor Cooremans, agent de la caisse hypothécaire, qui sollicite dans ce moment une place de notaire », écrivait le procureur général de Gand Ganser au ministre de la Justice, le 16 juillet 1848 (57). Le *Vlaenderens Welvaeren* eut une vie éphémère, quelques semaines seulement.

Le troisième journal, *Broedermin* (L'Amour fraternel), parut pour la première fois le 23 juin 1848 et il devait vivre plus de dix ans. Il avait pour fondateur et propriétaire un riche bourgeois, Constant Leirens, le fils d'un conseiller communal libéral, et comptait parmi ses rédacteurs de jeunes agrégés de l'Université, G. Callier et J. Stecher, disciples du philosophe français Huet, « trop chrétien pour les socialistes et trop socialiste pour les chrétiens » aux dires d'Emile de Laveleye qui fut son élève. En octobre 1849, cette feuille, tri-hebdomadaire, devint quotidienne (58).

(57) H. WOUTERS : *Documenten*, t. II, 665.

(58) Sur les journaux gantois, nous renvoyons au répertoire d'E. VOORDECKERS : *Bijdrage tot de geschiedenis van de Gentse Pers. Repertorium* (1667-1914), Introduction, p. 14, pp. 75-77, 102-107, 497-499. Sur la vie politique à Gand, en 1848, on lira de J. DHONDT : *Woelingen te Gent in 1848*, dans les *Handelingen van de Maatschappij voor Geschiedenis en Oudheidkunde van Gent*, 1948, nouvelle série, t. III, pp. 33-68.

Des feuilles de tendance progressiste parurent à Renaix, *L'Espoir*, à Thielt, *De Thieltenaer*, à Audenarde, *la Gazet van Audenarde*, à Bruges, *Het Brugsche Vrij* (Le Franc de Bruges) fondé le 13 mai 1848 par un abbé suspendu A. Beeckman (59). A Anvers, *De Vriend des Volks* (L'Ami du Peuple) n'eut qu'un ou deux numéros en juin 1848. A Bruxelles, en avril 1848, des radicaux, Gendebien, Félix Delhase, le notaire Heetvels, Louis Labarre, Charles Potvin, Funck constituèrent une société par actions qui édita *La Nation*. Louis Labarre, brillant journaliste, fut le rédacteur en chef de cette feuille jusqu'à sa disparition en août 1856, à la suite d'un procès de presse célèbre. Mais ce n'était point un journal « ouvrier », comme l'était *La Voix du Peuple*, du tourneur en bois Joseph-Edouard Loris, qui joua un rôle dans l'agitation ouvrière à Bruxelles au cours de l'été 1848. Derrière le fabricant de cigares J.-F. Dumont, rédacteur du *Volksbode*, *Weergalm der werklieden* (Le Courrier du peuple, écho des travailleurs) dont onze numéros parurent à Bruxelles après le 2 juillet 1848, se trouvait peut-être J. Kats, le « meetinguiste » (59).

Des contacts avaient été noués entre les journaux démocrates. En octobre 1848, les rédacteurs de quatre journaux bruxellois, du *Débat social*, de *La Voix du Peuple*, du *Volksbode* et du *Bon Sens*, s'adressaient à tous les organes de la presse avancée du pays pour lancer une campagne en faveur du suffrage universel. Ils voulaient ensuite provoquer un pétitionnement général en sa faveur et ils espéraient que la lutte sur ce thème, menée en commun par tous les journaux avancés, pourrait être le ferment d'union d'un parti (60).

Ainsi, pour ces journaux, la lutte politique réclamait alors le maximum d'énergie. Elle était à leurs yeux la condition même de réformes sociales. Mais pour la masse ouvrière, étaient-ce là revendications suffisantes ?

Les efforts des militants radicaux n'aboutirent pas, mais l'activité déployée dans des conditions pénibles, sous une surveillance incessante de l'autorité, par les éditeurs et les rédacteurs de la presse démocratique, marque une des périodes encore mal connues de l'histoire de Belgique au milieu du XIX^e siècle.

(59) J. KUYPERS : *Bergop*, p. 36 et *Het vroegsocialisme tot 1850 in Geschiedenis van de socialistische arbeidersbeweging in België*, pp. 133-134.

(60) Lettre des rédacteurs du *Débat social*, de *La Voix du Peuple*, du *Volksbode*, du *Bon Sens* à *L'Ouvrier*, in *L'Ouvrier* (Ledoux), 29 octobre 1848, 3^e p., 1^{re} col. qui marque son accord. « Nous sommes heureux d'entrer dans une croisade qui a pour but le triomphe de nos principes, et nous nous associons bien volontiers à tous les hommes qui veulent se dévouer pour la sainte cause du peuple ».



